

Thème

L'unification allemande : quelles conséquences pour les échanges France-RFA ?

Le couplage des économies de la France et de la RFA est étroit, mais bien des traits les différencient et leurs rapports ne sont pas symétriques. Les performances allemandes de croissance et de prix sont devenues une référence à atteindre pour la France (référence perçue comme une contrainte ou comme un objectif), alors que la RFA n'a pas à prendre en compte de "référence française" dans la définition de ses objectifs de développement. Dans le cadre d'un système de changes fixes (le Système Monétaire Européen), un rapprochement progressif des performances de croissance et d'inflation de la France et de la RFA s'est effectivement opéré au cours des années 1980, accompagné d'écart significatifs entre les soldes commerciaux et courants, et jusqu'à une date récente entre les taux d'intérêt réels respectifs des deux pays. Le déséquilibre des échanges franco-allemands s'est creusé et a renforcé la contrainte extérieure sur l'économie française. L'unification allemande, avant de produire des effets structurels encore difficilement évaluables, devrait accroître la demande intérieure de l'Allemagne et donc avoir un impact favorable sur le solde des échanges franco-allemands en 1990. Elle permettrait au moins une stabilisation du solde bilatéral des échanges de produits manufacturés vis-à-vis de la RFA, solde qui s'est fortement dégradé au cours des trois dernières années.

Le sens des effets sur notre solde commercial global est plus difficile à évaluer. D'un côté, les effets induits sur la croissance de nos partenaires par le supplément de demande allemande sont favorables à nos exportations vers ces pays (les prévisions de demande mondiale adressée à la France présentées dans cette note tiennent compte de cet élément). Par contre, si l'unification allemande entraînait une appréciation du franc et des monnaies liées au deutschemark par rapport aux autres monnaies, la dégradation de notre compétitivité-prix déjà observée en 1990 serait accentuée, ce qui irait dans le sens d'une dégradation du solde de nos échanges. Du fait des hypothèses conventionnelles de stabilité des taux de change retenues ici, cet effet n'est pas pris en compte dans notre analyse.

Les échanges France-RFA : un net déséquilibre en défaveur de la France

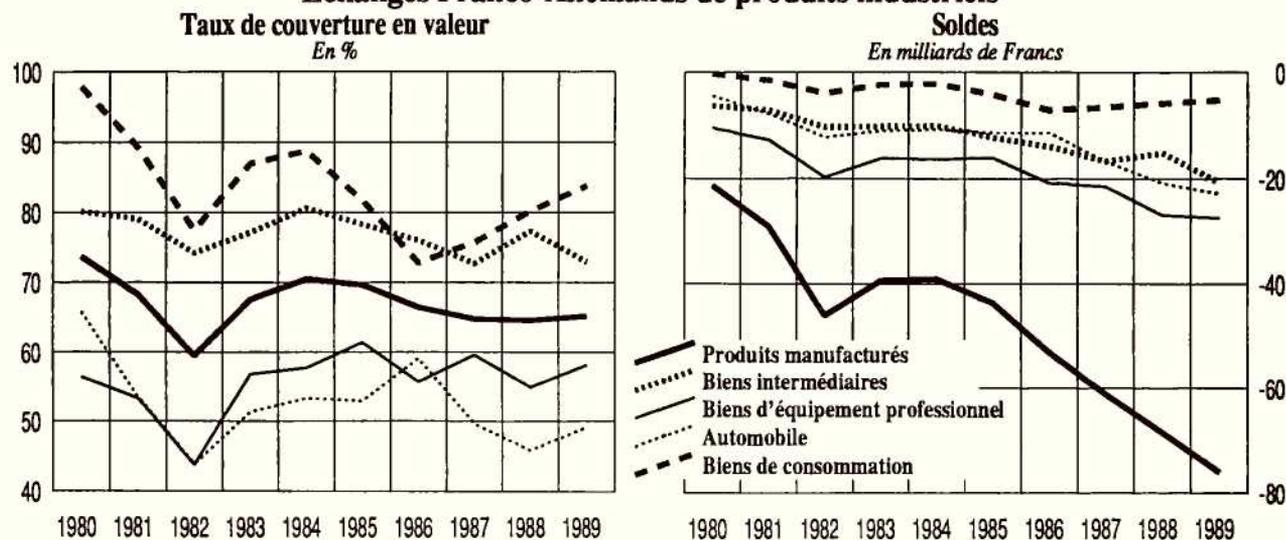
La RFA est le premier partenaire commercial de la France, avec 16,0 %^{1/} de nos exportations et 19,3 % de nos importations en 1989 (respectivement 16,2 % et 22,7 % pour les produits manufacturés). Elle représente aussi le premier déficit : 60 Mds de F (CAF/FAB) en 1989 (sur un déficit civil total de 114 Mds de F), dont 75 Mds de F pour les seuls produits manufacturés (sur 84 Mds de F vis-à-vis de l'ensemble des partenaires).

1. Une situation qui s'est dégradée depuis 1980

Cette situation n'est pas nouvelle, mais elle s'est nettement dégradée ces dernières années. Notre taux de couverture bilatéral en valeur, qui avoisinait 80 % dans la première moitié des années 80, atteint 75 % en 1989. Pour les seuls produits manufacturés, le taux de couverture est passé de 80 % en 1979 à 65 % en 1989. Alors que notre solde industriel civil est passé de 67 Mds de F en 1984 à - 84 Mds de F en 1989, le déficit avec l'Allemagne est passé de 38 Mds de F à 75 Mds de F : la RFA a ainsi contribué pour environ 1/4 à la dégradation de notre solde industriel depuis 1985, soit 37 Mds de F sur un total de 151 Mds de F.

^{1/}Ce chiffre et ceux qui suivent excluent les échanges de matériel militaire pour lesquels on ne dispose pas de ventilation géographique.

Echanges Franco-Allemands de produits industriels



Pour l'ensemble des biens manufacturés, cette dégradation tendancielle observée au cours des années 80 s'est accompagnée de fluctuations conjoncturelles marquées : le taux de couverture est de 60 % en 1982 (après une relance intérieure française et une récession allemande), puis remonte jusqu'à 70 % en 1985 (après une période de croissance allemande plus forte que la croissance française), permettant ainsi une stabilisation du solde bilatéral.

Certaines disparités sectorielles apparaissent également. Les estimations économétriques de l'élasticité des importations allemandes en provenance de France à la demande intérieure pour chaque produit mettent en évidence ces disparités (encadré 1). Une croissance de 1 % de la demande allemande en biens de consommation (toutes choses égales par ailleurs) entraîne une croissance de 2,2 % des importations de ces produits en provenance de France. Pour une croissance de 1 % de la demande en biens intermédiaires, la croissance induite des importations en provenance de France n'est que de 1,4 %. Elle n'est que de 0,65 % pour les importations de biens d'équipement professionnel pour une même augmentation de demande. Les taux de couverture des échanges de ces produits correspondent à ces différentes élasticité (la prise en compte de l'écart éventuel de demande intérieure de chaque produit modulant cette hétérogénéité des élasticité sectorielles) : les taux de couverture sont certes défavorables à la France dans tous les secteurs manufacturés, mais à des degrés divers. Avec un taux de couverture de 84 % en 1989, les biens de consommation sont dans la situation la moins défavorable, et se sont même améliorés depuis 1986. Viennent ensuite les biens intermédiaires, dont le taux de couverture a oscillé entre 80 % et 73 % depuis 1979. L'automobile et les biens d'équipement sont les deux secteurs les plus déséquilibrés, avec des taux de couverture respectifs de 50 % et 58 % en 1989 : on retrouve là une traduction de la puissance de l'industrie mécanique allemande. L'automobile est également le secteur dont le taux de couverture a le plus fortement chuté depuis 1979.

Seuls les secteurs non industriels échappent à cette situation : la France est excédentaire vis-à-vis de la RFA dans les produits agricoles et agro-alimentaires (17 Mds de F en 1989) et dans l'énergie (1 Md de F). Globalement, la France fournit donc plutôt la RFA en produits primaires, et lui achète plus de produits industriels.

2. Décalage conjoncturel, compétitivité-prix et compétitivité-non-prix expliquent cette dégradation

Une première explication de cette dégradation réside dans un écart de croissance des demandes intérieures au cours des années 80 : entre 1981 et 1989, la demande intérieure croît en moyenne de 2,1 % par an en France, et de 1,4 % en RFA. Le décalage est donc de 0,7 point par an : il va bien dans le sens d'une diminution de

notre taux de couverture bilatéral. A l'inverse, l'évolution des prix relatifs (déflateur du PIB rapporté au taux de change bilatéral) est plutôt favorable à la France, les prix français évoluant en moyenne de 0,2 point par an moins vite que les prix allemands 1/.

Avec un différentiel de croissance jouant défavorablement de 0,7 point par an et une compétitivité-prix de 0,2 point par an jouant favorablement, et compte tenu des sensibilités aux volumes et aux prix habituellement retenues, on ne peut expliquer qu'une partie de la dégradation du taux de couverture en valeur qui a été de 0,9 point par an au cours des années 80. Celle-ci renvoie donc à des facteurs structurels. Il semble ainsi que l'économie allemande ait une plus grande capacité à capter une demande supplémentaire provenant de l'économie française que l'inverse. On peut appréhender statistiquement ces facteurs à travers la différence entre les élasticités-demande des taux de couverture dans les deux économies. Une estimation économétrique sur données annuelles conduit à une valeur du rapport entre l'élasticité à la demande intérieure française et celle de la RFA de près de 0,7 2/. Cela signifie que la stabilisation du taux de couverture bilatéral en valeur suppose, toutes choses égales par ailleurs, un rythme de croissance de la demande intérieure française inférieur de près d'un tiers à celui de la RFA à très court terme.

Comment expliquer ce phénomène de compétitivité-non-prix ? La théorie économique 3/ suggère qu'un pays dont les entreprises élargissent et transforment leur gamme d'une façon plus rapide gagnera des parts de marché au détriment des pays moins dynamiques. Or cette capacité à renouveler l'offre est elle-même déterminée par d'autres variables : l'investissement des entreprises, les dépenses de recherche-développement, le niveau de qualification de la main d'oeuvre, etc. Du point de vue de tous ces critères structurels, la France, malgré des efforts et des progrès importants depuis quelques années, semble encore en retard par rapport à la RFA.

Une étude récente de la Banque de France 4/, effectuée à partir d'une base de données individuelles (du type centrale des bilans) harmonisée, conclut à un rapprochement marqué des performances des entreprises industrielles françaises et allemandes sur la seconde moitié des années 1980 : les premières ont fortement amélioré leur situation alors que celle des secondes est restée stable à un bon niveau. Ce rapprochement peut être illustré par une série d'indicateurs :

- . les taux de rentabilité globale (excédent brut global/capital financier engagé) et de rentabilité financière (résultat de l'exercice/capitaux propres) ;
- . le taux d'endettement (endettement bancaire/ressources propres). La comparaison de cette variable entre la France et la RFA n'est pas aisée en raison de la place occupée par les provisions pour retraite dans les moyens de financement des entreprises allemandes. Selon que ces provisions sont traitées comme des fonds propres ou des ressources externes d'un autre type, la comparaison des niveaux d'endettement des entreprises françaises et allemandes diffère, mais, dans les deux cas, le sens des évolutions récentes est identique ;

1/ Cette différence n'est en fait pas significative : il ne peut y avoir eu de divergence durable entre les évolutions de prix des deux pays, celles-ci ayant été corrigées à chaque fois par une dévaluation du franc par rapport au mark.

2/ D. GUELLEC, P. RALLE : "Croître plus sans augmenter le déficit commercial ?", Economie et Statistique, février-mars 1989.

3/ La justification théorique peut être trouvée dans :

- A.P. THIRLWALL : "The balance of payments constraint as an explanation of international rate differences"
Banca Nazionale del Lavoro, Quarterly review, vol. 32, pp. 45-53, 1979

- P.R. KRUGMAN : "Differences in income elasticities and trends in real exchange rates"
European Economic Review, vol. 55, pp. 1031-1054, 1989.

4/ "Structures financières et résultats des entreprises industrielles en France et en RFA (1984-1988) : vers la fin d'un handicap français ?", D. BEAU, J.C. SANANES, Banque de France, Direction Générale du Crédit, B 90.06, Avril 1990.

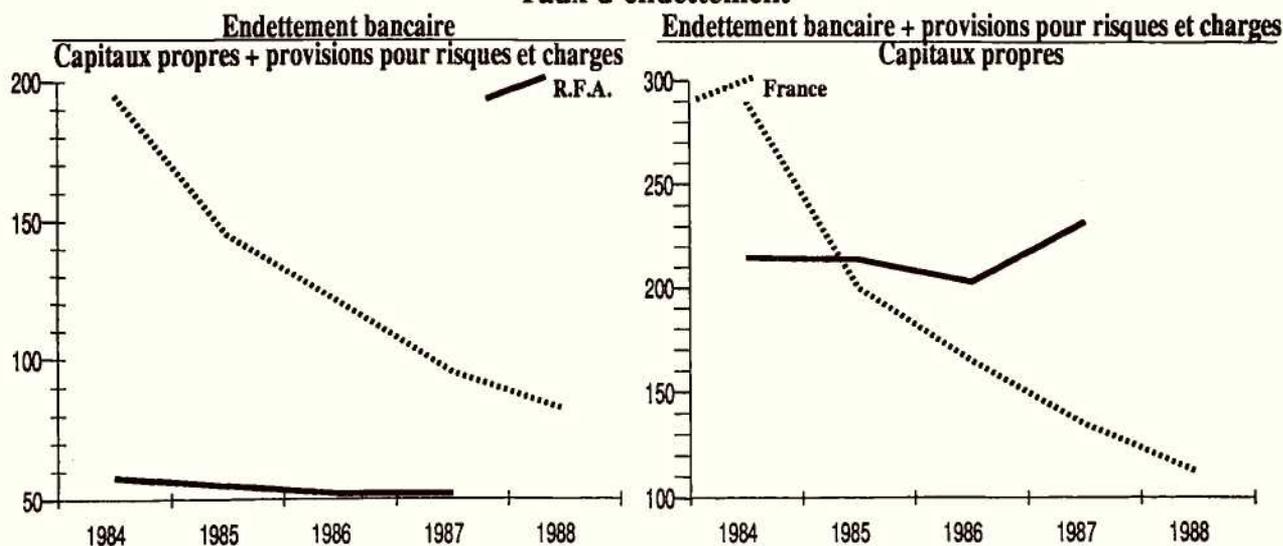
Rentabilité globale (en %)	1984	1985	1986	1987	1988
RFA	26,8	27,6	26,4	26,1	nd
FRANCE	18,2	22,5	23,6	27,5	26,7

Source : Banque de données harmonisée CEE

Rentabilité financière (en %)	1984	1985	1986	1987	1988
RFA	15,4	17,4	16,9	17,1	nd
FRANCE	ns	3,0	6,6	13,2	15,4

Source : Banque de données harmonisée CEE

Taux d'endettement



le coût de financement apparent (frais financiers/endettement), qui reste sensiblement supérieur pour les entreprises industrielles françaises, l'écart (encore 3 points en 1987) étant compatible avec celui qui est observé pour les taux d'intérêt instantanés (une partie de cet écart étant due au différentiel d'inflation).

Coût de financement apparent (%)	1984	1985	1986	1987	1988
RFA	9,4	9,3	8,6	8,0	nd
FRANCE	12,5	12,9	12,2	11,9	11,1

Source : Banque de données harmonisée CEE

Charges de personnel (% CA)	1984	1985	1986	1987	1988
RFA	23,8	23,5	24,8	25,8	nd
FRANCE	23,0	22,7	22,2	21,9	20,6

Source : Banque de données harmonisée CEE

Le handicap financier des entreprises industrielles françaises n'a sans doute pas disparu, en raison de la disparité de taux d'intérêt, mais il s'est très sérieusement résorbé. Cependant, le rattrapage des entreprises allemandes par leurs homologues françaises a sans doute eu des contreparties. Il est passé en particulier par une gestion plus sévère de la masse salariale par les entreprises françaises depuis 1983.

Au contraire, les entreprises allemandes ont connu une hausse de la part des charges de personnel dans leur chiffre d'affaires qui n'a pas pour autant affecté leur rentabilité qui reste satisfaisante. Une gestion plus dynamique des qualifications et de l'échelle associée des rémunérations observée en RFA est favorable à une reconnaissance des qualifications techniques. Qualification de la main d'oeuvre et qualité des produits allant de pair de longue date dans l'économie allemande, cela constitue l'un des facteurs importants de la meilleure compétitivité structurelle de l'industrie allemande.

L'OFCE, dans un récent article 1/, apporte un autre argument. Il considère en effet que les industriels allemands ont devancé leurs homologues français dans la rationalisation de leurs capacités de production et que, de ce fait, ils sont plus à même d'étendre désormais avec succès ces capacités de production sur la base des nouvelles technologies mises en oeuvre. Les industriels allemands peuvent souffrir dans ces conditions du manque de main d'oeuvre. La RFA garderait donc un avantage industriel sensible sur la France.

Vers une amélioration du solde bilatéral France-Allemagne (RFA + RDA) pour 1990

L'union monétaire, économique et sociale entre la RFA et la RDA est entrée en vigueur le 2 juillet, conformément à l'accord signé entre les deux états le 18 mai. Le processus d'unification a été accéléré : le 6 février, à l'ouverture des négociations, le ministre de l'économie de RFA proposait encore un plan en trois étapes, n'aboutissant à la conversion complète du mark-est qu'en 1993. Les contraintes politiques (nécessité d'endiguer le flux migratoire, incertitudes à l'Est...) l'ont emporté sur des considérations strictement économiques. Outre le raccourcissement des délais, le contenu de l'accord (voir encadré 2) montre que l'avis de la Bundesbank n'a pas été suivi : dans sa résolution du 2 avril, le Conseil de la Banque fédérale considérait comme indispensable l'application d'un taux de conversion de 2 pour 1, plus conforme à l'écart de productivité entre les deux pays. Le taux de conversion de 1 pour 1 adopté pour les flux (salaires, traitements, indemnités, retraites...) et pour une partie importante du stock d'épargne, aujourd'hui présenté comme acceptable par la Banque centrale, ne l'était pas trois mois plus tôt.

1. Accélération forte de la demande intérieure allemande

Cette unification des deux états allemands devrait avoir un impact considérable sur la situation de notre principal partenaire. Les effets sur le taux d'intérêt et sur la parité du DM sont incertains : différents scénarios sont envisageables (voir encadré 3). Les mesures de conversion particulièrement avantageuses pourraient en revanche permettre une vive poussée de la demande intérieure en RDA, qui jusqu'ici était considérablement contrainte : on estime ici à 8 % la croissance de cette demande intérieure sur l'année qui suit l'unification (voir encadré 4). Cette forte poussée aura des effets induits sur l'économie de la RFA, qui contribueront à une croissance en 1990 en nette accélération par rapport à 1989. Toutes les composantes de la demande privée seraient concernées.

Dans ces conditions, il semble raisonnable de penser que la croissance allemande demeurera dans la fourchette 4 - 4,5 % au cours des deux prochaines années, tandis que l'inflation n'accélérerait que très progressivement et resterait en rythme annuel en deçà de 3,5 %.

Pour réaliser les prévisions du solde bilatéral franco-allemand on a retenu l'hypothèse centrale selon laquelle la croissance allemande serait de 4,3 % en volume en 1990 (4,8 % pour la consommation des ménages, 10 % pour la FBCF).

Du côté de l'offre, il est probable, d'une part, qu'une partie significative du potentiel de production de la RDA soit déclassée, en raison d'une inadéquation des produits à la demande et de problèmes de non-compétitivité dus à une faible productivité, et d'autre part que les capacités de production en RFA arrivent à saturation. Une demande supplémentaire par rapport à 1989 de la part de la zone Mark (RFA + RDA) s'adresserait donc au reste du monde et s'élèverait à environ 80 Mds de F au second semestre de 1990.

1/O. PASSET, V. PRZEDBORSKI, V. RICHES "De la reprise de l'investissement à la croissance du capital", revue de l'OFCE, N°30, janvier 1990.

2. Un solde bilatéral France-RFA en produits manufacturés stabilisé en 1990

D'un côté, la forte croissance de la demande intérieure en RFA, accompagnée de tensions sur l'appareil productif, devrait entraîner un net accroissement de la demande d'importations en RFA, dont profiteraient partiellement les exportations françaises. De l'autre, une demande d'importations française en ralentissement et une dégradation de la compétitivité-prix des produits allemands par rapport à leurs concurrents contribueraient à une croissance des exportations de la RFA vers la France moins soutenue.

Ainsi, le solde bilatéral se stabiliserait par rapport à 1989, après plusieurs années de dégradation ininterrompue, l'effet de base venant compenser l'amélioration de notre taux de couverture 1/.

a. Forte croissance de nos exportations vers la RFA malgré des pertes de parts de marché

La RFA devrait connaître en 1990 une forte croissance de sa demande d'importations en volume dans tous les secteurs de biens manufacturés : 9,6 % pour les biens intermédiaires, 16,3 % pour les biens d'équipements professionnel et 14,8 % pour les biens de consommation (y compris automobile et biens d'équipement ménager).

La progression de la demande intérieure y contribuerait fortement pour les biens intermédiaires et les biens de consommation. Les effets des tensions sur les capacités de production seraient marqués dans les biens de consommation et les biens d'équipement professionnel où ils contribueraient à environ 2 points de croissance des importations ; ils seraient inexistantes dans le secteur des biens intermédiaires où nos estimations économétriques ne décèlent pas d'effet des tensions sur les importations en longue période. L'accroissement du volume des importations de la RFA entraîné par la dégradation de sa compétitivité-prix serait de 1 à 2 % pour les biens d'équipement professionnel et les biens de consommation, et négligeable pour les biens intermédiaires.

Dans ce contexte favorable, la France devrait enregistrer une progression importante de ses exportations. Toutefois, leur taux de croissance serait inférieur à celui des importations allemandes. Ces pertes de part de marché seraient dues à la poursuite d'un mouvement tendanciel défavorable à nos exportations, sensible pour les biens d'équipement professionnels et les biens de consommation (entre 3 % et 4 % par an), nul pour les biens intermédiaires. De plus, l'évolution de la compétitivité-prix de notre économie par rapport à l'ensemble de nos concurrents sur le marché allemand jouerait défavorablement mais aurait un impact plus modéré (de l'ordre de 1 point).

Les exportations françaises de biens manufacturés vers la RFA progresseraient ainsi de 13 à 14 Mds de F en 1990, soit une hausse de 9,3 % en valeur.

b. Un accroissement toujours important de nos importations en provenance de la RFA

Face à une croissance de la demande d'importations de la France en produits manufacturés de 7,5 % en valeur pour 1990, les exportations de la RFA vers la France connaîtraient une hausse de 6,4 % en valeur, soit une progression de 14 Mds de F. La part des produits allemands dans les importations françaises subirait en effet une perte de 3 % en volume, entraînée par la dégradation de la compétitivité-prix de la RFA par rapport aux autres fournisseurs de la France, et par la poursuite d'une tendance défavorable. Il faut cependant noter que ce chiffre n'incorpore aucun effet des taux d'utilisation des capacités de la RFA, ceux-ci n'ayant pas pu être mis en évidence dans les estimations économétriques. Il s'agirait donc d'un scénario plutôt "haut" pour les exportations de la RFA.

1/ Partant d'un solde vis-à-vis de la RFA déficitaire de 75 Mds de F pour les produits manufacturés en 1989, une croissance identique de 8 % des valeurs des exportations et des importations conduirait à une dégradation du solde annuel de 6 Mds de F : c'est ce que l'on appelle communément l'effet de base.

3. Un excédent attendu vis-à-vis de la RDA

Les exportations françaises vers la RDA, de faible ampleur jusqu'à aujourd'hui, devraient considérablement se développer après l'unification allemande. Leur chiffrage ne peut être qu'approximatif. On a évalué le supplément de demande d'importations en provenance de la zone RFA-RDA à environ 80 Mds de F au second semestre 1990. Cette demande étant adressée au reste du monde, on fait l'hypothèse neutre que les partenaires de la RFA en recevront la part qu'ils détiennent sur le marché ouest-allemand. Cette hypothèse de maintien de part de marché conduit à prévoir un supplément de demande adressée à la France de l'ordre de 9 Mds de F. Le solde

Encadré 1 : Evolution du solde bilatéral France-RFA en 1990

Les prévisions de flux de commerce franco-allemand en biens manufacturés pour 1990 ont été effectuées à partir d'un jeu d'équations estimées à cet effet. La méthodologie utilisée suit le principe d'Armington de séparabilité entre partage du marché intérieur dans un premier temps, et partage des importations entre les différents concurrents dans un second temps : cela signifie que nous avons estimé séparément des équations d'importations toutes provenances réunies, décrivant ainsi l'évolution du partage du marché intérieur, et des équations de part de marché, ou plus exactement de part dans les importations totales.

En outre, l'analyse a porté de manière plus précise sur le comportement d'importation de la RFA que sur celui de la France. On peut en effet s'attendre à des évolutions sectorielles assez différenciées en RFA, suite à l'unification des deux Allemagne. Pour la France, nous nous sommes contentés de raisonner sur l'ensemble des produits manufacturés, en reprenant les formulations habituellement utilisées pour les notes de conjoncture.

Les équations d'importations de la RFA estimées pour les biens intermédiaires, les biens d'équipement professionnel (hors aéronautique), et les biens de consommation (y compris automobile et biens d'équipement ménager) ont la forme suivante :

$$\text{Log } M = a + b \text{ Log } \text{Compet} + c \text{ Log } D + d \text{ Log } \left(\frac{100 - \text{TU}_R}{100 - \text{TU}_E} \right) + e.T$$

où M : importations en volume

COMPET : indicateur de compétitivité-prix

D : indicateur de demande

TU_R : taux d'utilisation des capacités en RFA

TU_E : taux d'utilisation des capacités à l'étranger (pondération de taux d'utilisation de partenaires de la RFA)

T : trend temporel

Les indicateurs de compétitivité-prix et de taux d'utilisation des capacités retenus sont les mêmes pour les trois secteurs, ceci pour des raisons de non disponibilité de prévisions sectorielles. Ainsi l'indicateur de compétitivité est le rapport entre prix de production manufacturière en RFA et prix d'importations de biens manufacturés. En revanche, l'indicateur de demande est différencié suivant les secteurs. Nous avons retenu l'indice de production industrielle pour les biens intermédiaires, la FBCF pour les biens d'équipement professionnel et la consommation des ménages pour les biens de consommation.

France-RFA devant se stabiliser en 1990, cette demande supplémentaire est entièrement imputable à la RDA 1/.

Au total, le solde des échanges de produits manufacturés entre la France et la zone Mark (RFA + RDA) s'améliorerait sensiblement en 1990. Cependant, cette amélioration est conditionnelle à une offre française capable de faire face à ce surplus de demande.

1/ On ne prend pas ici en compte le contenu en importations de la production supplémentaire nécessaire pour satisfaire cette demande ; cette prise en compte réduirait quelque peu l'effet positif sur notre solde commercial global de la demande adressée par la RDA.

Les résultats sont les suivants :

Importations de la RFA en provenance de la France

Secteur	Demande	Compétitivité prix	TU	Trend (en %)	SER (en %)	DW
Biens intermédiaires	1,41 (5,8)	0,24 (1,5)	-	1,8 (5,1)	2,4	1,6
Biens d'équipement professionnel	0,65 (2,8)	0,64 (2,6)	-0,25 (1,9)	6,2 (6,2)	3,6	1,8
Biens de consommation	2,22 (28,3)	0,70 (1,7)	-0,30 (2,5)	-	3,1	1,7

Chiffres entre parenthèses : Student ; Période d'estimation 1971-1987

La sensibilité à la demande apparaît faible pour les biens d'équipement professionnels et très forte pour les biens de consommation. Les taux d'utilisation ne semblent pas jouer pour les biens intermédiaires

Nous avons par ailleurs estimé des équations décrivant l'évolution de la part des produits français dans les importations de la RFA, du type :

$$PM = a \text{ compet} + B$$

où : PM : part de marché en volume = $\frac{\text{importations en provenance de la France}}{\text{importations toutes provenances}}$

compet : indicateur de compétitivité-prix = $\frac{\text{prix des importations toutes provenances}}{\text{prix des importations de produits français}}$

Part des produits français dans les importations de la RFA

Secteur	compétitivité prix	trend (en %)	SER (en %)	DW
Biens intermédiaires	0,72 (3,2)	-	1,8	1,4
Biens d'équipement professionnel	0,81 (1,9)	-2,7	4,2	1,7
Biens de consommation	1,72 (2,7)	-3,9	4,7	2,3

Chiffres entre parenthèses : Student ; Période d'estimation 1971-1987

De nettes pertes tendancielle de parts de marché apparaissent pour les biens d'équipement professionnel et les biens de consommation.

Pour ce qui concerne les flux d'importation de la France en provenance de la RFA, nous avons repris les prévisions d'importations de la France pour le total des produits manufacturés contenues dans cette note, et estimé une équation décrivant l'évolution de la part des produits de la RFA dans les importations françaises. La formulation retenue est la même que précédemment.

	compétitivité prix	trend (en %)	SER (en %)	DW
Total produits manufacturés	0,80 (1,9)	- 1,4	3,5	2,3

Chiffres entre parenthèses : Student ; Période d'estimation 1971-1987

Des pertes tendancielle de parts de marché apparaissent également pour les produits manufacturés allemands sur le marché français.

On intègre ensuite les prévisions pour 1990 de demande intérieure et de prix de la RFA (voir tableau : croissance de l'économie de la RFA en 1990), ainsi que les prévisions de prix d'exportation et d'importation de la France (stabilisation des prix d'exportation de produits manufacturés, avec -2 % pour les biens intermédiaires, + 1 % pour les biens d'équipement professionnel et les biens de consommation, et - 1 % pour les prix d'importations de produits manufacturés). On retient également une hypothèse de léger accroissement des tensions sur les capacités de production de la RFA (l'indicateur de taux d'utilisation passerait de 89,1 en 1989 à 90 en 1990), et de dégradation de 1,5 % de la compétitivité-prix des produits français sur le marché allemand.

On obtient alors les évolutions suivantes pour 1990 des flux de commerce de produits manufacturés en valeur entre la France et la RFA.

Au total, le solde bilatéral d'échanges de produits manufacturés entre France et RFA resterait au même niveau qu'en 1989 (75 Mds de F de déficit du côté français), l'écart de croissance entre exportations et importations étant compensé par l'effet de base.

Exportations de la France vers la RFA en valeur :	
<i>Total produits manufacturés</i>	+ 9,3 %
<i>dont : Biens intermédiaires</i>	+ 6,5 %
<i>Biens d'équipement professionnel</i>	+ 13,4 %
<i>Biens de consommation</i>	+ 9,4 %
Importations de la France en provenance de la RFA en valeur :	
<i>Total produits manufacturés :</i>	+ 6,4 %

Encadré 2 : L'accord du 18 mai 1/

Le traité conclu entre les deux états allemands jette les bases de l'unité dans les domaines monétaire, fiscal, économique et social, prépare la réalisation de l'unification des états, et organise la transition pour l'économie de la RDA.

L'union monétaire, entrée en vigueur le 1er juillet, implique un abandon total de souveraineté monétaire de la RDA au profit de la Bundesbank. Les modalités de conversion du Mark-est se font sur la base d'une parité de 1 pour 1 pour les salaires, les pensions et les prestations. Les retraites et les indemnités de chômage sont calculées sur la même base qu'en RFA. La conversion du stock d'épargne des ménages se fait à un taux variant de 1 pour 1 à 1 pour 2. Le coefficient moyen résultant de la conversion de l'épargne serait de l'ordre de 1,5. Les dettes et créances de l'état et des entreprises sont converties au taux de 1 pour 2.

L'union économique, fiscale et sociale laisse à la RDA une maîtrise limitée du processus de transition. Le cadre institutionnel de l'économie sociale de marché défini par la loi fédérale entre en vigueur immédiatement : la propriété de la terre et des moyens de production sera rapidement transférée au secteur privé ; les subventions à la consommation sont supprimées, à l'exception temporaire des loyers et des transports publics ; le système d'imposition devra s'aligner sur celui de la RFA d'ici 1991, avec mise en place d'une TVA dès juillet.

Le déficit de l'état Est-allemand sera en partie pris en charge par le budget de la RFA. Des crédits budgétaires sont déjà alloués, englobant une dotation initiale des caisses de retraite et de chômage. Un fonds spécial pour l'unification de 115 Mds de DM est mis à la disposition des finances publiques de la RDA, pour une période de quatre ans et demi. Ce fonds est financé pour partie par les économies permises par l'unification, et pour l'essentiel par recours à l'emprunt, avec garantie de la RFA. Tout recours supplémentaire à l'emprunt pour la RDA est soumis à l'approbation du ministre des finances de la RFA.

Une brève période transitoire est prévue pour "amortir" le choc : une taxe à l'importation de 11 % est mise en place jusqu'à la fin de l'année, ramenée à 6 % pour le premier trimestre 1991. De même, les règles communautaires n'entreront que progressivement en vigueur, tant que l'unification institutionnelle ne sera pas achevée, même si le principe du respect du droit communautaire et de règles du GATT est affirmé.

1/ On trouvera des études détaillées de l'économie Est allemande, des modalités de l'unification, et de leur impact sur l'économie allemande dans :
J.P. BROCLAWSKI-L. KENIGSWALD, "Allemagne : année zéro", Economie et Statistique ; Mai 1990.
. Note de conjoncture internationale de la direction de la prévision, juillet 1990.

Encadré 3 : Les mécanismes économiques de la réunification

L'évaluation de l'impact de l'unification des deux Allemagnes, aussi bien pour l'économie allemande que pour celles de ses partenaires, est difficilement quantifiable. On tente ici de l'aborder qualitativement, et sous forme de scénarios possibles 1/.

1. Le choc porte sur l'offre et la demande.

Dans le schéma proposé, on considère la zone mark, stricto sensu, sur deux périodes : l'année qui précède l'unification, et celle qui la suit. Avant, elle se réduit à la RFA. Après, elle englobe la RDA. L'extension instantanée se traduit par un accroissement de la demande intérieure de la zone, puisque les agents de RDA disposent dorénavant d'une monnaie échangeable contre des biens fabriqués à l'ouest, et pas seulement à l'est, même si, temporairement, une taxe à l'importation est instaurée à la frontière de la RDA. Simultanément, la zone mark se voit dotée d'un potentiel productif supplémentaire. Si les deux chocs sont de même importance, l'effet est statiquement neutre à l'intérieur de la zone : l'économie allemande s'étendue homothétiquement. En particulier, l'accroissement de masse monétaire est neutralisé par l'accroissement de production.

Cette hypothèse semble peu réaliste. D'une part, la demande intérieure en RDA risque d'être stimulée par l'investissement supplémentaire financé par la RFA, et par la consommation d'une partie du stock d'épargne, qui n'est plus contraint de demeurer en l'état d'épargne forcée. D'autre part, le potentiel productif de RDA risque de subir un rapide et notable déclin : une partie de l'offre, produisant des biens dorénavant non désirés, disparaîtra, en l'absence de subventions ; l'autre partie sera confrontée à un difficile problème de compétitivité, en raison d'un taux de conversion des salaires non compatible avec l'écart de productivité vis à vis de l'ouest. On peut donc s'attendre à un choc de demande supérieur au choc d'offre sur l'horizon de court terme choisi.

D'un point de vue macro-économique, cet écart peut être analysé comme un surcroît de dépense publique, financé par émission de titres, comme le prévoit l'accord du 18 mai.

Le déplacement de l'équilibre entre l'offre et la demande en défaveur de l'offre nationale conduit spontanément à une hausse du taux d'intérêt, pour rééquilibrer le marché de la monnaie. De plus, il peut conduire à un accroissement anticipé des grandeurs nominales (prix et masse monétaire) plus que des grandeurs réelles (volume de la production). L'effet sur le taux de change est plus incertain. L'hypothèse la plus probable est une appréciation du DM à court terme. Celle-ci permettrait de rééquilibrer le marché des biens par des importations à moindre coût. Si l'appréciation relevait d'un mécanisme de surajustement, elle serait suivie d'une dépréciation progressive, au fur et à mesure de l'ajustement des capacités de production.

1/ Pour une présentation plus complète de ces mécanismes, on peut se reporter à la Note de conjoncture internationale de juillet de la Direction de la Prévision.

Encadré 4 : Evolution quantifiée de l'effet de l'unification sur les demandes intérieures allemandes 1/

On cherche à évaluer la variation de la capacité de financement de la zone Mark, entre deux périodes, l'année qui précède l'unification, et celle qui la suit. Les hypothèses de croissance sont faites séparément pour la RFA et la RDA, avant d'agrèger leurs effets. L'unité de compte est le PIB de la RFA en période 1, qui est de l'ordre de 2.300 Mds DM.

Pour la RFA, on retient une croissance en volume de 4 1/4 % pour le PIB, stimulée par la demande en provenance de RDA, mais limitée par les contraintes sur les capacités de production, et de 4 1/2 % pour la demande intérieure, qui ne bénéficie plus des allègements fiscaux du début de l'année 1989, mais est vivement stimulée par l'emploi et les salaires. Compte tenu de la situation excédentaire de la RFA en période 1, cet écart de croissance entre la demande intérieure et le PIB conduit à une stabilisation du solde des échanges de biens et services.

Pour la RDA, on suppose que son PIB et sa demande intérieure en période 1 équivalent à 10 % de ceux de la RFA. En période 2, l'évaluation comporte plus d'arbitraire. Le PIB est diminué de 15 %, pour tenir compte à la fois d'un déclin important du capital compensé partiellement par une augmentation de la production de services. La demande intérieure est augmentée de 8 %, sous l'effet de la conversion monétaire des flux et de l'épargne. Cette dernière hypothèse prend en compte un pouvoir d'achat en RDA égal à 40 % de celui de la RFA, une propension limitée (10 %) à consommer le stock d'épargne en raison d'un comportement d'épargne de précaution, et un flux d'investissement consécutif à l'unification de l'ordre de 0,5 point du PIB ouest allemand.

2. Les effets du bouclage financier

Le financement de la dépense publique, assuré par émission de titres, c'est à dire par appel à l'épargne, entraîne une hausse du taux d'intérêt, de façon à rééquilibrer l'épargne et l'investissement. Si on suppose que les capitaux sont fortement mobiles entre la zone Mark et le reste du monde, ce qui tient, entre autres, au statut de monnaie de réserve de la monnaie allemande, le contrôle de la masse monétaire est délicat : un faible écart de taux en faveur du DM peut provoquer une entrée massive de capitaux, et gonfler la masse monétaire. En admettant que les autorités monétaires stérilisent une partie de cet afflux, il reste que le supplément de croissance entraîné par la dépense publique est affecté par l'éviction financière entraînée par la hausse du taux d'intérêt.

L'hypothèse d'une politique monétaire relativement accommodante ne peut être complètement écartée. La contrainte politique qui a conduit la Bundesbank à accepter un taux de conversion qu'elle jugeait anti-économique peut continuer à jouer : la demande latente des consommateurs de RDA, enfin mise en face d'une offre occidentale, pourrait-elle se heurter à une politique monétaire trop restrictive ? Dans le cas d'une politique monétaire plus accommodante, la hausse des taux d'intérêt pourrait être réduite. Il en résulterait un regain d'inflation, dans la mesure où un appareil de production dégradé en RDA ne pourrait pas suivre, et où les capacités de production en RFA sont proches de la saturation.

L'ampleur du retour financier diffère selon l'hypothèse de change. Si la parité du DM n'est pas affectée, la hausse des taux d'intérêt attire en RFA un flux important d'épargne internationale. A l'opposé, si le DM se réévalue immédiatement avec la hausse du taux d'intérêt, la zone mark a une croissance de sa production moins forte : elle alimente son surcroît de demande interne par des importations à moindre coût, du fait de la réévaluation, et par une réorientation d'une partie de ses exportations affectées par la perte de compétitivité.

3. L'effet sur les partenaires de la RFA.

Pour un proche partenaire de la RFA, l'effet est relativement symétrique de celui envisagé pour la RFA, du moins à court terme. Deux scénarios peuvent être envisagés.

Si la monnaie de ce pays suit unilatéralement l'appréciation du DM vis à vis des autres devises, il lui faut retenir ses capitaux, et donc accroître son taux d'intérêt. La demande de monnaie de ce pays est alors réduite ainsi que la demande intérieure de biens et services. De plus la compétitivité-prix des exportations vis à vis du reste du monde (hors Allemagne) est affectée. Un pays choisissant de suivre le DM finance donc le déséquilibre épargne-investissement allemand, au prix d'une éviction financière chez lui. Deux avantages ressortent cependant de cette stratégie : la réduction des coûts importés et la pression sur les marges a une vertu désinflationniste, et le choix d'une politique de change claire réduit l'incertitude des agents économiques. Dans le cas d'une bonne tenue du DM, la prime de risque peut en être réduite.

Si, à l'opposé, le pays considéré laisse le DM se réévaluer par rapport à sa propre monnaie, il bénéficie de gains de compétitivité vis à vis de la zone mark élargie à ceux des partenaires qui ont choisi de suivre le DM, et peut donc y gagner des parts de marché. Ainsi, ce pays finance le déséquilibre sur le marché des biens de la zone mark par ses exportations, mais ne subit pas l'effet d'éviction importé. En revanche, en fonction de l'importance de ses échanges commerciaux avec les pays dont la monnaie s'apprécie, il importera plus ou moins d'inflation. Toujours dans le cas d'une bonne tenue du DM, cette seconde stratégie peut également entraîner une augmentation de la prime de risque sur la monnaie nationale.

L'excédent des biens et services de la RFA en période 2 reste alors au même niveau qu'en période 1, soit 125 Mds DM, l'écart de croissance entre PIB et demande intérieure étant compensé par l'effet de base. En points de PIB, l'excédent passe de 5,5 points à 5,3. En RDA, un déficit important apparaît, de l'ordre de 50 Mds DM. En agrégeant les deux zones, on parvient donc à une diminution de l'excédent des échanges de biens et services de la zone mark de l'ordre de 50 Mds DM. En d'autres termes, la capacité de financement de la zone mark passe de 5,5 points de PIB en première période à 2,9 points en deuxième période. La baisse de l'excédent représente en effet à la fois une demande accrue en biens et services adressée aux partenaires de l'Allemagne, et une modification de l'équilibre épargne-investissement de la zone mark, en défaveur de l'épargne.

Les éléments les plus fragiles de cette évaluation portent sur la demande intérieure de la RDA. Ainsi, un ajustement en hausse des prix en RDA plus rapide que celui implicitement retenu (+ 20 %) ou un comportement d'épargne de précaution plus marqué (crainte du chômage par exemple) peut fortement diminuer l'effet de la conversion monétaire. A l'inverse, une plus grande propension à consommer l'épargne, sous forme de biens durables, par exemple, peut nettement l'amplifier.

1/ Les évaluations qui suivent sont cohérentes avec les prévisions de la Direction de la Prévision publiées dans la Note de conjoncture internationale de juillet.

